

## Le billet du Huron

« L'ambition dont on n'a pas les talents est un grand crime ».

Chateaubriand

### Une idée neuve : l'impôt...

La scène se passe à la Foire du livre de Brive-la-Gaillarde. Arrivée surréaliste de Jacques Chirac et François Hollande, ce dernier lifté, relooké par une nouvelle capillarité qu'il aurait voulue noire de jais, mais que l'homme de l'art n'a pu que foncer pour mieux faire illusion sur la rareté de la matière première. Hollande sourit, heureux de sa nouvelle vie privée, libérée des oukases de Ségolène qui, au soir du deuxième tour des législatives de 2007, le sommait de déguerpir. Non, tout va bien pour lui, tellement bien que, pour un peu, il apparaîtrait comme l'héritier naturel de Jacques Chirac et le complice de Bernadette, promue groupie du président du Conseil général. Il porte le premier tome des mémoires du Grand homme, best-seller, si l'on en croit les libraires, alors que ce dernier exhibe la dernière production littéraire du député-maire de Tulle : « Droit d'inventaires ».

Jacques Chirac est là, en père de la nation, tout surpris de sa popularité qui ne devrait pas lui faire illusion, en sa demeure du Quai Voltaire, escorté de celui qui est devenu l'homme fort du département, le nouveau porteur des requêtes corréziennes, dans le Brive-Paris, moins efficient qu'à l'époque du député d'Ussel et maire de Paris, mais rond, actif, aussi peu dérangeant que, pendant dix ans, à la tête du PS. Le temps n'est plus aux invectives méprisantes lancées à ce postulant effronté qui osait se présenter contre lui et qu'il interpellait en lui lançant : « Vous êtes moins connu que mon chien ! » Jacques Chirac était, alors, un autre homme pulsif, déterminé, pressé d'en découdre, grand amateur de métaphores canines pour Hollande et Fabius, renvoyé à Matignon comme « un roquet ». C'était la mode des chiens d'attaque. On est revenu aux chiens de salon, avec le Bichon, après le fidèle *Baltique* de Mitterrand. Mais, à Brive, le temps de cette courte apparition, on n'était pas loin de la scène évoquée sous la plume acerbe de Chateaubriand : Talleyrand, pousse-au-crime de l'exécution d'Enghien et le régicide Fouché, faisant anti-chambre, avant l'audience de Louis XVIII, « le vice appuyé sur le bras du crime ». De Brive aux Tuileries, on change d'échelle, mais pas de curseur.

Jacques Chirac, fine lame de l'écriture, comme chacun sait, vend bien ses mémoires. Mais François Hollande ? La tâche est plus rude puisqu'il s'agit d'abord d'un manifeste fiscal et, pour une élection présidentielle que brigue sans le dire le bon Monsieur Hollande, il vaut mieux une vision pour la France qu'une posologie fiscale pour les Français. Mais Hollande n'en a cure.

Enarque et comptable, à l'instar de son nouveau mentor, il a décidé d'ouvrir sa longue marche vers le Capitole par un éteignoir fiscal. Tout y est et, comme toujours, on commence par faire les poches. Il supprimera, bien sûr, le « paquet fiscal ». Aux orties la réduction des droits de succession. Aux orties, la déduction d'intérêts sur les emprunts immobiliers. Le *bouclier fiscal*, - 9 -

autre sujet d'apoplexie pour François Hollande et ses amis, subit le même sort, quitte à relancer l'expatriation pour mieux dénoncer « les nouveaux émigrés » et faire la fortune de l'immobilier bruxellois. Voilà plus de deux ans que le groupe parlementaire d'opposition s'agite deux fois par semaine pour exiger l'abrogation du paquet et du bouclier fiscal. L'enjeu est sans appel : la marche triomphale qui conduira Hollande, de Tulle à l'Élysée, mieux qu'Henri Queuille qui, de Neuvic, ne dépassera pas le

Palais-Bourbon, trouve sa source et son souffle dans un hégélianisme débridé : l'esprit du monde chemine sur une route jonchée de cadavres, et d'abord celui du paquet fiscal.

À chacun ses trophées ! Non content de cette politique de la terre brûlée, le bon Monsieur Hollande innove en poussant le curseur vers le haut. Il y aura, sous sa douce férule, non pas un impôt sur le revenu, mais trois, avec la CSG et la taxe d'habitation, tous soumis à la progressivité, comme l'impôt sur le revenu.

Mais il y a du nouveau dans ce petit monde des redingotes taillées en veste : l'augmentation du nombre de Français assujettis à l'impôt sur le revenu, soit, actuellement, moins d'un sur deux. Car, après tout, la justice, la police, les juges, les gendarmes et gardiens de prison sont bien à la charge de la nation. On avait déjà connu, sous Jospin (1997-02) un despotisme fiscal éclairé, avec la TVA sur travaux passant de 19,6 à 5,5%, avec la reprise par l'État de la part régionale de la taxe d'habitation, avec, et justice lui soit rendue, la suppression de la vignette-automobile par Fabius, auteur de ce propos définitif quand il arrive aux Finances : « La gauche peut perdre par l'impôt ».

Décidément, avec Hollande, cette gauche moderne a vécu. Il veut le plafonnement des rémunérations comme Georges Marchais, en 1981, qui demandait une fourchette de 1 à 7. Il veut plus de répartition, cad l'aggravation des prélèvements chez les uns pour servir les autres. Il ne le dit pas, mais veut ménager sa clientèle électorale, comme si l'enseignement du grand Jèze, chahuté par les militants d'Action française, n'avait pas varié.

La seule question à laquelle ne répond pas Hollande est celle des deux butoirs de ce *New deal* fiscal : la libre circulation instaurée en 1993, par Mitterrand, et l'Europe, cad les voisins et partenaires de la France qui ne pratiquent pas la méthode de l'essoreuse fiscale, soit 45% de prélèvements obligatoires et 53% de dépenses publiques. Hollande devrait pourtant savoir qu'il n'y a pas trois, mais deux politiques fiscales : ou l'exercice vétilleux de la souveraineté et l'augmentation des ponctions. Mais, dans ce cas, il faut fermer les frontières et revenir aux bonnes vieilles recettes du colbertisme.

Ou on assume l'ouverture qui impose de ne pas faire plus de bêtises que le voisin. Mais manifestement, entre Brive et Tulle, on a choisi : ce sera Queuille plutôt que Mitterrand.